

## Burundi : Saïd Djinnit explique ne pas avoir compris ce qu'on lui reprochait

RFI, 19 juin 2015 Saïd Djinnit (ONU): «Ma rĂ©cusation au Burundi dĂ©coule dĂ©un malentendu» Par Marie-Pierre Olphand Il y a une semaine, Saïd Djinnit (photo), l'envoyĂ© spĂ©cial de l'ONU dans les Grands Lacs, abandonnait son rĂ©le de mĂ©diateur au Burundi. Un mois plus tĂ¢t, il avait Ă©tĂ© chargĂ© de faciliter le dialogue entre gouvernement et opposition pour trouver une sortie Ă la crise qui secoue le pays depuis fin avril, depuis que le prĂ©sident a dĂ©clarĂ© sa candidature Ă un troisiĂ©me mandat. RĂ©cusĂ© par l'opposition et la sociĂ©tĂ© civile, Saïd Djinnit explique aujourd'hui ne pas avoir vraiment compris ce qu'on lui reprochait. Le diplomate onusien insiste aussi sur la nĂ©cessitĂ© de reprendre le dialogue et sur l'importance de mettre en place en calendrier Ă©lectoral consensuel. Saïd Djinnit est l'invitĂ© de Marie-Pierre Olphand.

RFI : Saïd Djinnit, cĂ©est rare quĂ©un mĂ©diateur soit dĂ©savouĂ© aussi vite et quĂ©il dĂ©missionne comme vous ce que vous Ă©tes dĂ©Ă©su ? Vous Ă©tes amer aujourdĂ©hui ? Saïd Djinnit : DĂ©Ă©su, certainement. CĂ©est Ă©vident, enfin, amer, non ! JĂ©ai connu des situations similaires dans ma carriĂ©re. JĂ©ai Ă©tĂ© dĂ©Ă©su parce que dĂ©abord que mon rĂ©le de facilitateur mĂ©ta Ă©tĂ© donnĂ© par les parties elles-mĂ©mes. Et Ă©videmment, jĂ©ai travaillĂ© comme fait, avec objectivitĂ©, impartialitĂ©. Je sais faire ce travail, mais je crois savoir quĂ©un malentendu a Ă©mergĂ© quelque part. CĂ©Ă©tait quoi ce malentendu ? Vous lĂ©avez compris ? Je ne lĂ©ai pas compris, honnĂ©tement. Parce quĂ©aprĂ©s l'envoyĂ©e par lĂ©opposition au secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral de lĂ©ONU pour demander mon dĂ©part, quand jĂ©ai posĂ© la question certains leaders de lĂ©opposition comme Agathon Rwaso et dĂ©autres, ils mĂ©avaient quĂ©ils nĂ©Ă©taient pas certains avaient signĂ© en leurs noms. Donc jĂ©imagine quĂ©il y a un malentendu quelque part ou une manĂ©uvre, sans doute de ceux qui ne souhaitent pas que le dialogue se poursuive, peut-Ă©tre. Ce que vous reproche notamment lĂ©opposition cĂ©est dĂ©avoir pris position pour un 3e mandat. CĂ©est archi-faux ! Je nĂ©mai, Ă aucun moment, pris position pour un 3e mandat. Si je devais prendre position, Ăsa aurait Ă©tĂ© plutĂ¢t le contraire, il faut connaĂ©tre mon itinĂ©raire. JĂ©ai eu lĂ©occasion de le prĂ©sident Nkurunziza en tant quĂ©envoyĂ© spĂ©cial Ă deux reprises et jĂ©Ă©tais prĂ©t Ă le revoir une troisiĂ©me fois pour exprimer les prĂ©occupations des Nations unies par rapport aux consĂ©quences dĂ©un 3e mandat. Comme vous savez, le secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral a lui-mĂ©me appelĂ© lĂ©attention du prĂ©sident Nkurunziza le 27 mars dernier sur les consĂ©quences potentielles dĂ©une telle candidature. AprĂ©s cette rĂ©cusation, vous avez tirĂ© une leĂ©on ? Le problĂ©me et cĂ©est est dĂ©cevant, cĂ©est que je mĂ©attendais Ă de critiques, mais pas de cette partie. Vous vous attendiez Ă ce que ce soit le pouvoir qui vous rĂ©cuse ? Je mĂ©attendais Ă ce que ce soit le pouvoir qui me rĂ©cuse parce que, effectivement jĂ©ai proposĂ© des propos qui pouvaient Ă©tre mal interprĂ©tĂ©s par le pouvoir lors du sommet de Dar es-Salaam, le 31 mai. JĂ©Ă©tais loin de penser que lĂ©opposition allait me rĂ©cuser ! Mais lĂ©histoire est faite aussi de malentendus. Les divergences qui se sont exprimĂ©es entre le Rwanda et la Tanzanie vis-Ă-vis de la candidature Ă un 3e mandat de Pierre Nkurunziza, sont-elles dangereuses pour le Burundi ? Il est toujours important que la rĂ©gion parle dĂ©une seule voix. CĂ©est Ă©vident. Mais vous dire quĂ©Ă aucun moment je nĂ©ai senti des pesanteurs rĂ©gionales sur le dialogue. JĂ©ai reĂ©u le soutien de tous pour mener ce dialogue, y compris de la Tanzanie, du Rwanda, de lĂ©Ouganda, de lĂ©Afrique du Sud et du Kenya. Le camp de Nkurunziza a accusĂ© le Rwanda de soutenir ses adversaires. Est-ce que vous craignez un retour aux antagonismes Hutus, Tutsis, un retour Ă la guerre civile ? Je suis arrivĂ© le 25 avril Ă Bujumbura, le jour mĂ©me du congrĂ©s du CNDD-FDD parce quĂ©on sĂ©attendait Ă des tensions. Evidemment, cĂ©Ă©tait prĂ©visible. Tout le monde craignait que la situation dĂ©rape. Un mois et demi aprĂ©s, le jour de mon dĂ©part on avait enregistrĂ© 44 morts. CĂ©est injustifiable, inacceptable, mais ce nĂ©est quand mĂ©me pas lĂ©escalade redoutĂ©e. Le dĂ©bat est toujours restĂ© au niveau politique avec certes quelques rĂ©fĂ©rences par-ci par-lĂ©, mais trĂ¢s lĂ©gĂ©res aux aspects ethniques. Pour lĂ©essentiel Ă© et je mĂ©en rĂ©jouis Ă©, au niveau politique. Et je dois rendre hommage aux Burundais parce que quelquĂ©un comme moi qui a Ă©tĂ© impliquĂ© dans le dossier burundais depuis les annĂ©es 93, jĂ©ai vu aprĂ©s plusieurs annĂ©es dĂ©absence que vraiment ils ont fait dĂ©trĂ©s progrĂ©s sur la voie de la rĂ©conciliation et de la cohĂ©sion nationale. La prĂ©sidente de la Commission de lĂ©Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma sĂ©est dite inquiĂ©te pour le Burundi. Est-ce que cĂ©est aussi votre sentiment ? Il y a lieu dĂ©Ă©tre inquiet, Ă©videmment, quand on voit cette crise. Pourquoi ? DĂ©abord au sujet des Ă©lections, il est important quĂ©elles tiennent dans des conditions transparentes, libres, pacifiques et inclusives. LĂ©Union africaine a plaidĂ© justement, lors du dernier sommet en Afrique du Sud pour quĂ©un calendrier consensuel soit Ă©tabli pour ces Ă©lections. Il a dĂ©jĂ© Ă©tĂ© fixĂ© les autoritĂ©s qui disent ne pas vouloir le changer. Quel est le risque dĂ©un passage en force avec les dates dĂ©jĂ© annoncĂ©es ? Je suis toujours plus Ă lĂ©aise avec des calendriers qui sont arrivĂ©s de faĂ©on consensuelle. Evidemment le consensuel, Ăsa ne veut pas dire tout le monde. Vous estimez quĂ©il faut revoir le calendrier actuel ? Non. Encore une fois, ce nĂ©est pas la date qui est importante. Ce qui compte ce sont les conditions quĂ©il faut mettre Ă place pour prĂ©parer les Ă©lections. Depuis plusieurs semaines, les radios privĂ©es sont justement fermĂ©es pour la plupart. Est-ce que cĂ©est raisonnable dĂ©organiser un scrutin avec des mĂ©dias bĂ©nĂ©voles ? Non. Je pense que la rĂ©ouverture des radios et des tĂ©lĂ©visions privĂ©es doit se faire indĂ©pendamment des Ă©lections de toute faĂ©on, et en particulier pendant la pĂ©riode Ă©lectorale. Donc jĂ©invite le gouvernement Ă prendre toutes les dispositions pour faciliter la rĂ©ouverture des radios et des tĂ©lĂ©visions privĂ©es. Quid des personnes arrivĂ©es depuis le dĂ©but des manifestations, est-ce que vous avez demandĂ© leur libĂ©ration ? JĂ©ai toujours demandĂ© aux autoritĂ©s burundaises de les libĂ©rer sans condition. Evidemment, sĂ©en cas contre lesquels il y a des dossiers lourds de justice, Ă©videmment la justice doit faire son travail dans toute sĂ©rĂ©nitĂ© et avec objectivitĂ©. Mais pour la plupart des gens qui ont Ă©tĂ© ramassĂ©s par la police dans le cadre des manifestations, je crois quĂ©ils doivent Ă©tre libĂ©rĂ©s. Le Conseil de paix et de sĂ©curitĂ© qui sĂ©est rĂ©uni le week-end dernier a prĂ©nĂ© le dialogue dĂ©ici ce samedi. Est-ce que cĂ©est envisageable ? Je ne sais pas si cĂ©est envisageable je ne suis pas sur mais Ă mon avis on a perdu trop de temps.